

Le grand nettoyage, l'arme anti-consigne

Le grand nettoyage s'est imposé dans le paysage. Il est porté par une association fruit d'un compromis entre les autorités et le secteur privé. Objectif de ce dernier : éviter la création d'une consigne. La Wallonie s'est engagée à ne pas le faire avant fin 2022.

MICHEL DE MUELENAERE

C'est entre ce mercredi et ce samedi que se déroulera le « grand nettoyage » en Wallonie. Un peu plus de 81.000 personnes se sont inscrites à l'événement, annoncé à grand renfort de publicités. Les participants parcourront la nature et l'espace public pour y ramasser les nombreux déchets sauvages qui y traînent. Des écoles et des entreprises sont engagées dans l'opération à laquelle se sont associées des personnalités des médias.

L'édition 2021 est particulière puisqu'il s'agit aussi de nettoyer les innombrables déchets laissés par les inondations de la mi-juillet, des quantités phénoménales de plastiques, de bouteilles, de canettes et autres. L'an dernier, le grand nettoyage a attiré 47.000 personnes, 165 tonnes de déchets ont été récoltées en quatre jours. En 2019, ils étaient 163.000 et ont ramassé 500 tonnes de saletés.

L'opération est soutenue par la Région wallonne, par les communes et les contrats de rivière. Elle est organisée par Be Wapp. Cette ASBL créée en 2018 est financée par Fost Plus (association regroupant les « producteurs » d'emballages ménagers et prenant en charge la collecte sélective de ces déchets), la fédération du commerce (Comeos) et celle des industries alimentaires (Fevia). Ces secteurs sont mis

sous pression par le politique afin qu'ils réduisent la quantité d'emballages et qu'ils luttent contre les déchets sauvages.

Au frigo jusqu'à fin 2022

« Avant la mise en place du gouvernement wallon, en 2014, la pression était forte pour mettre en place une consigne sur les canettes », se souvient un des acteurs du dossier. « Le secteur n'en voulait pas. Il a eu l'oreille du ministre de l'Économie de l'époque, Jean-Claude Marcourt (PS), et il a gardé celle de ses successeurs. » On a donc négocié. Be Wapp est issue d'un accord conclu en février 2016 entre la Région et le secteur privé. Malgré les réticences des signataires à révéler les termes du contrat, *Le Soir* s'est procuré une copie de cette convention.

Comme en Flandre, les opérateurs promettent de financer des actions pour la propreté à hauteur de 3,92 millions, prévoit l'accord. Les pouvoirs publics s'engagent à utiliser 75 % d'une contribution accordée par Fost Plus. L'objectif : réduire de minimum 20 % les déchets sauvages et les dépôts clandestins entre 2016 et 2022 ; un chiffre âprement discuté. Contrepartie, la convention stipulera dans son article 13 que le partenariat « est conclu sous la condition résolutoire que le gouvernement wallon décide d'introduire un système de consigne pour la Wallonie ». En clair, la Wallonie met la consigne au frigo jusqu'à fin 2022.

Des évaluations à revoir

L'accord Be Wapp « était destiné à apporter la preuve que d'autres actions que la consigne permettaient d'arriver à un meilleur résultat », explique le ministre de l'Environnement de l'époque, Carlo Di Antonio (CDH).

Le gouvernement Borsus MR-CDH suit en 2017 : la consigne disparaît du paysage, la déclaration politique met l'accent sur « le partenariat avec le secteur et les entreprises, notamment via la cellule BeWapp ».



Plus de 81.000 personnes se sont inscrites pour le « grand nettoyage » en Wallonie, de ce mercredi à samedi. © BE WAPP

La pression remonte cependant avec la mise en place de l'opération pilote de prime de retour sur les canettes. « Même si les opérateurs ont joué le jeu, une évaluation avait montré que les objectifs n'étaient pas atteints. On s'est battu pied à pied pour arriver à l'opération pilote et le secteur a tout fait pour saboter le système », indique

Di Antonio, partisan déclaré de la consigne. Cette « tentative de la dernière chance » s'est achevée et doit encore être évaluée. Quant à l'objectif de 20 % de déchets en moins, il sera évalué, dit-on chez Be Wapp, « sur un faisceau d'indicateurs auxquels sont associés des objectifs spécifiques... Des proches du dossier constatent que les

DÉBAT

Inter-Environnement « Tout déchet en moins est une avancée »

MATHIEU COLINET

Gaëlle Warnant, chargée de mission chez Inter-Environnement Wallonie, souligne le sens des opérations de nettoyage. Elle plaide toutefois pour que celles-ci puissent s'inscrire dans des stratégies plus larges de lutte contre les déchets.



Gaëlle Warnant est chargée de mission chez Inter-Environnement Wallonie. Elle est en charge notamment de la question des déchets.

Considérez-vous ces opérations de nettoyage comme utiles ? Sont-elles davantage qu'une goutte d'eau dans la mer ?

Par rapport à la quantité produite de déchets, celle que permet de récolter ce genre d'opérations est évidemment limitée. Reste que tout déchet en moins dans l'environnement est une avancée et que donc ces opérations ont un effet et un sens. Ces derniers peuvent être très palpables :

moins de canettes dans l'environnement, c'est moins de risques pour les vaches d'en ingérer et de mourir dans certains cas ; moins de plastiques, c'est moins de risques d'étouffement pour certains petits animaux, comme les hérissons ; moins de mégots, c'est moins de risques de pollution pour les eaux. Tout déchet qui ne se retrouve pas dans la nature représente un bénéfice pour l'environnement.

Au-delà de la quantité de déchets prélevés, la sensibilisation est un autre objectif de ce genre d'opérations. Avez-vous

l'impression qu'il est rencontré et que, d'année en année, le nombre de personnes sensibilisées grandit ?

Les campagnes autour de ces opérations touchent un large public. Même des gens qui n'y participent pas en entendent parler. Pour autant, je ne suis pas sûre qu'on dépasse véritablement le cercle des convaincus. Pour fonctionner au mieux, ce genre d'opérations doit s'inscrire, selon moi, dans une stratégie plus large qui inclut par exemple un volet répression de la part des pouvoirs publics pour les comportements inciviques ou qui prévoit une communication transparente sur la façon dont on gère les déchets. Ce que les défenseurs de l'environnement reprochent parfois à ce type d'actions, c'est de servir de paravent à des entreprises qui préfèrent s'impliquer là-dans que de se voir imposer des contraintes plus fermes en matière de déchets. Quand je dis qu'il faut une stratégie plus large, cela inclut cela aussi.

Ces opérations ne risquent-elles pas de conforter dans leurs mauvaises habitudes celles et ceux qui font le moins attention à leurs déchets ? Si d'autres évacuent pour eux les déchets, pourquoi devraient-ils s'en préoccuper ?

Il faut tenter d'éduquer le plus grand nombre à l'importance d'une bonne gestion des déchets et peut-être tenter d'impliquer dans des projets plus spécifiques ceux qui sont aujourd'hui encore réfractaires. Au-delà, je crois qu'au contraire de l'intuition que vous avez, la crasse appelle la crasse et que donc ces opérations peuvent contrer ce genre d'« appels » aux déchets.

le psychologue « Pas sûr que ça favorise la prise de conscience »

M.C.

Stephan Van den Broecke, professeur de psychologie (UCLouvain), ne pense pas que les opérations de nettoyage vont servir à promouvoir un mode de vie moins consumériste.



Stephan Van den Broecke est professeur au sein de la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'UCLouvain. Il enseigne la psychologie du développement durable.

parce que la plupart des gens – qu'ils participent ou non – considéreront le nettoyage des déchets comme un moyen d'aider les personnes qui ont été victimes d'une calamité, donc comme un acte de solidarité avec des personnes se trouvant dans une situation très difficile plutôt que comme un effort pour investir dans l'amélioration de l'environnement. S'il y a un lien avec l'environnement, ce sera dans la mesure où les inondations peuvent être considérées comme un signe du changement climatique, mais il reste à voir si ce sera la principale motivation pour donner un

coup de main au nettoyage. Il est possible, mais peu probable, en outre que les images des montagnes d'ordures qui doivent être déblayées fassent prendre conscience à certains de la quantité de déchets produits et du peu de durabilité de ce que nous utilisons, mais il ne s'agira que d'un effet très indirect qui n'aura probablement qu'un impact très limité sur la promotion d'un mode de vie moins axé sur la consommation et plus durable. Pour atteindre ce dernier objectif, nous devrions non seulement continuer à sensibiliser les gens aux effets néfastes du consumérisme, mais aussi leur montrer ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes concrètement pour réduire les déchets ainsi que leur faire comprendre que cela ne demande pas de grands efforts.

Est-ce que d'autres méthodes pourraient mieux fonctionner pour atteindre cet objectif de sensibilisation ?

Il n'existe malheureusement pas de solution miracle ou de meilleure méthode. Il est important de réaliser que, comme tout comportement humain, un comportement pro-environnemental tel que la réduction des déchets est influencé par une série de facteurs, psychologiques et autres, et que, dans l'idéal, il faut cibler simultanément le plus grand nombre possible de ces facteurs. Il ne suffit pas de sensibiliser les gens à la nécessité de réduire les déchets, il faut des mesures qui aident les gens à le faire, moins comme une obligation qu'en tant que comportement intrinsèquement motivé, socialement renforcé et facile à réaliser.